



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique budgétaire

Question au Gouvernement n° 2852

Texte de la question

DETTES SOUVERAINES

M. le président. La parole est à M. Gaby Charroux, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Gaby Charroux. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre.

Ce week-end, 5 800 migrants ont été secourus en Méditerranée. Ce drame fait suite aux 800 morts du 19 avril entre les côtes libyennes et l'Italie. Depuis le 1er janvier, plus de 1 600 migrants sont morts ou ont disparu en tentant de rejoindre l'Europe, et l'année 2014 a vu la mort de 3 279 personnes, transformant la Méditerranée en cimetière.

L'Italie a interpellé les pays membres de l'Union européenne, leur enjoignant de se saisir enfin de la question migratoire. Les pays du sud de l'Europe, l'Italie et la Grèce en particulier, sont en effet confrontés à une situation ingérable, sur fond de disparités de plus en plus marquées en matière d'accueil.

Cette situation inhumaine soulève un paradoxe, car si l'Union européenne peine à s'inscrire dans une logique de coopération et de solidarité, elle ne se prive pas, dans le même temps, de faire la leçon à ces mêmes pays pour imposer des politiques d'austérité aux effets économiques et sociaux dévastateurs, faisant fi de la solidarité humanitaire élémentaire. La dette est pourtant mythifiée, brandie dès lors qu'il s'agit de mener une politique de justice sociale, humaine et créatrice de richesses pour le plus grand nombre.

Cette situation n'est plus acceptable. Nous avons déposé une proposition de résolution européenne qui viendra en discussion demain. Elle vise à faire la lumière sur les causes de l'endettement, à soulever les enjeux de la restructuration des dettes publiques et des modes de financement de l'action publique pour s'affranchir de la tutelle des marchés.

Pour donner un nouveau souffle au projet social européen, il est indispensable de privilégier la coopération par rapport à la concurrence, la solidarité par rapport aux égoïsmes et la fraternité par rapport à la haine. Ma question est simple : le Gouvernement est-il prêt, en ce sens, à soutenir notre proposition de résolution ?
(*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des comptes publics.

M. Sylvain Berrios. Et de la courbe du chômage !

M. Michel Sapin, *ministre des finances et des comptes publics.* Monsieur le député, partant d'un sujet extrêmement douloureux, qui rend nécessaire une solidarité profonde, plus grande encore qu'aujourd'hui, la

question des migrants, que le ministre de l'intérieur a abordée précédemment, vous avez posé une bonne question : quel est le degré de solidarité nécessaire entre les pays de l'Europe, et tout particulièrement ceux qui partagent la même monnaie ? Si nous avons la même monnaie, nous devons aussi mettre en œuvre des solidarités profondes pour faire en sorte que nos économies se développent et recherchent la croissance – car c'est une croissance supplémentaire dans chacun de nos pays, dans des conditions différentes, qui sera la source de ce que nos peuples demandent : de l'activité, de l'emploi, de la rémunération et du bien-être.

Il ne vous aura pas échappé que cette solidarité a existé au cours des dernières années, et qu'elle continue à exister aujourd'hui. Lorsque l'Irlande s'est trouvée en grande difficulté, la solidarité européenne a été présente, et l'Irlande a surmonté ses difficultés. Lorsque le Portugal a été en grande difficulté, la solidarité européenne a été présente, et le Portugal est en train de surmonter ses difficultés – même si cela ne gomme pas tous les problèmes et toutes les souffrances des peuples concernés. Je pourrais dire la même chose de l'Espagne et de la Grèce.

Oui, monsieur le député, travailler à comprendre pourquoi une dette publique – celle des États – s'est accumulée et réfléchir au moyen de faire en sorte que ces pays en surmontent le poids est toujours utile, et même nécessaire. Ce n'est pas un débat idéologique, mais un débat très pratique et pragmatique. Le meilleur moyen de ne pas se retrouver dépendant de la dette publique est de ne pas en créer de nouvelle. C'est d'ailleurs ce que nous entendons faire en France.

S'agissant de la Grèce, la position de la France, vous le savez, est la suivante : nous voulons respecter le peuple grec ; nous voulons exercer la solidarité européenne, dans le respect de la solidarité et des règles européennes. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe SRC.)*

Données clés

Auteur : [M. Gaby Charroux](#)

Circonscription : Bouches-du-Rhône (13^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2852

Rubrique : Politiques communautaires

Ministère interrogé : Finances et comptes publics

Ministère attributaire : Finances et comptes publics

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [7 mai 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [7 mai 2015](#)